

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 294
VENDREDI 21 DECEMBRE 1951
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

L'EUROPE
des Ministres
se fera-t-elle

AUX DÉPENS
DES TRAVAILLEURS ?

POUR SAUVER LES 34 DE BARCELONE



Les grèves de mars, à Barcelone, traduisaient les aspirations de toute une population. Secouant le joug franquist, les travailleurs catalans affirmaient aux yeux du monde, leur haine du totalitarisme. Leur geste fut compris dans le monde entier.

Les supposés de Franco, cependant, tentaient vainement d'accréditer une version erronée des faits. « Tout ce qui s'est produit » clamait les valets phalangistes, « est l'œuvre exclusive d'une poignée d'agitateurs au service de Moscou ». Cette affirmation était trop évidente pour que qui conque, même non informé, y prête créance.

Or, au fur et à mesure que le temps s'écoulait, certains se sont enhardis, en France, jusqu'à reprendre à leur compte la thèse officielle de la phalange. Et cela dès le mois de juillet. Cette même manœuvre frauduleuse gagnait, de mois en mois, en ampleur. A présent, il devient nécessaire de la faire ressortir, la honteuse tentative de falsification s'affirme au grand jour et parvient à rallier, chez les travailleurs français, des partisans convaincus ! Comment cela ?

Depuis un mois, en France, s'effectue une vaste campagne de presse lancée par « L'Humanité ». L'organe du P.C. se répand en exclamations à propos des 34 de Barcelone, qui seraient précisément les « agitateurs staliniens » dont faisait état la démagogie franquist ! Bien mieux, « Monde Ouvrier », « La Vérité », « Franc-Tireur », se sont fait l'écho de la campagne de bluff stalinienne, ont servi le propos stalinien d'usen et d'abuser du martyre du peuple espagnol, afin de redorer le blason du parti de la trahison !

Mais la presse anarchiste de langue espagnole a dénoncé l'imposture. « Solidaridad Obrera », organe de la C.N.T. espagnole en Exil, a minutieusement démonté l'infame machination stalinienne. Il reste à voir que, quoi qu'on dise, LES MILITANTS EMPRISONNÉS À BARCELONE SONT DES CENETISTES ! Nous savons ce qu'il faut penser des méthodes de ces maîtres des bureaucraties « populaires ». Ne les avons-nous pas vu accabler nos camarades du mouvement libertaire espagnol en exil au moment où la réaction s'attaquait à eux ? N'oublions pas l'AFFAIRE DE LYON et les commentaires venimeux de la presse stalinienne !

Il faut continuer les protestations, il faut tout faire pour tenter de sauver nos camarades ! L'Internationale Anarchiste s'y emploie, sans vain démagogie, sans fanfaron, laissant aux politiciens les procédés bruyants et sans valeur. Le mouvement anarchiste continue son combat de solidarité pour ceux qui sont tombés, mais il doit aussi crier la vérité, défendre les 34 contre Franco, mais aussi contre les menteurs.

Le Ministre de l'Intérieur se moque des Nord-Africains

CHARLES BRUNE, ministre de l'Intérieur, vient de se livrer à une provocation caractérisée à l'égard des travailleurs nord-africains résidant en France : effectuant une tournée démagogique dans les régions de l'Est, M. le Ministre a voulu « se pencher sur la condition des Nord-Africains en France ». Il s'agissait, en fait, d'une tentative de camouflage destinée à jeter de la poudre aux yeux des nafs. A en croire le ministre et ses laudateurs de la presse bourgeois, en effet, rien n'est plus faux que de prétendre que le gouvernement français ne fait rien pour l'émigration nord-africaine en France. Les autorités, bien au contraire, seraient pleines de sollicitude à l'égard de cette catégorie de travailleurs. De grands projets de salubrité, d'énergiques mesures également seraient en ce moment en chantier...

Au total, comme l'a déclaré le ministre à Hagondange devant un public de flics, de commerçants et de fonctionnaires, « quelque chose » a déjà été fait, d'où l'exclamation ministérielle : « que tous les destructeurs de la France viennent voir nos réalisations en faveur de la main-d'œuvre nord-africaine ! »

Sinistre mystification, bien à la mesure des nos gouvernements ! Les travailleurs de ce pays ne connaissent ils pas le sort misérable de leurs frères nord-africains ? N'est-il pas de notoriété publique que la presse nord-africaine est systématiquement muselée, que les réunions des organisa-

tions nord-africaines sont interdites, que les rafles, les brimades policières de tous ordres sont le lot des Nord-Africains en France ? Et si l'on en vient aux conditions de travail de la « main-d'œuvre » nord-africaine, n'est-on pas obligé de constater que ces travailleurs sont considérés comme des parias, voués aux travaux les plus dangereux, les plus malsains, les plus mal payés ? Peut-on ignorer le nombre des entreprises, telle Simca, qui refusent, PAR PRINCIPE, l'embauche à tout Nord-Africain ?

Charles DEVANCON.
(Suite page 2, Col 5)

Impôts doubles en 1952

Il est beaucoup question, ces temps-ci, du nouveau projet de loi de finances qui va être soumis au Parlement. Or, rares sont ceux qui mesurent toute la signification de ce projet, malgré les titres inquiétants de la « grande presse ». Il est bon d'éclairer, en conséquence, l'immense majorité des contribuables.

Celui qui acquitte ses impôts sait ce que représente un « acompte provisionnel ». Ainsi, pour les revenus perçus en 1952, le premier des trois acomptes provisionnels sera payé en décembre 1952, alors que précédemment on n'exigeait le paiement des impôts dus au titre de l'année en cours que l'année suivante !

Et puis, il y a le décime supplémentaire, majoration de 10 % de l'impôt actuel. Et ensuite il y a les taxes diverses, se répercutant sur les prix, que nous signalions dès notre précédent numéro : Taxe à la production, impôts nouveaux, industriels et commerciaux (évidemment récupérés sur le dos des consommateurs)... Sans compter les diverses « surprises » qui nous sont encore réservées dans ce domaine !

Déjà, le nom du lampiste s'inscrit sur les rôles des contributions pour des sommes considérables. Déjà, et pour cause, les grands argentiers de la République se sentent plus à l'aise. Mais est-ce à bon droit qu'ils comparent sans une réaction populaire ?

L'avenir nous l'apprendra. Le proche avenir, même !

LES masses populaires, plus soucieuses des fluctuations du niveau de vie que de diplomatie internationale, n'ignorent pas, cependant, qu'il est question, dans les milieux spécialisés de « faire l'Europe ». Les sordides intérêts qui président au pénible accouplement de ce nouveau monstre capitaliste restent, en général, mal connus. N'est-il pas important, dans ces conditions, de signaler à l'attention des travailleurs quelques aspects de « l'affaire » ?

L'Assemblée Nationale a ratifié le plan Schuman après un vote favorable de la Commission des Affaires

étrangères. Il semble donc que le Plan, approuvé également par la Chambre basse des Pays-Bas, puisse connaître un début de réalisation. En vérité, tellement de considérations diverses s'enchérissent à ce propos, que le doute reste encore permis : le monstre « Europe », outil de guerre occidental, pourrait fort bien s'avérer « mort-né ». Voyons l'origine des oppositions, en ce qui concerne seulement la France :

Les dirigeants du C.N.P.F. sont prononcés contre le Pool. Leurs portes-parole à l'Assemblée, députés R.G.R., ont formulé « les réserves les plus extrêmes ». « Plus qu'au principe, c'est

plutôt aux moyens et modalités que l'on s'attache, notamment aux pouvoirs de la haute autorité, soit qu'ils soient jugés excessifs, soit qu'ils soient trouvés inopérants, suivant l'interprétation qu'en entendent leur donner ».

Le R.P.F., de son côté, place au premier plan les conditions politiques. C'est d'abord à un « Pool politique » que le parti du général prétend œuvrer, dans la crainte « que le système des pools spécialisés bute sur l'obstacle politique ». Mais le principe du Plan lui-même est approuvé par les dirigeants du R.P.F.

Les staliniens, enfin, ont joint leurs voix à celles du R.P.F. et du patronat dans le concert réprobateur. Leurs raisons sont stratégiques : la création d'une Europe occidentale neutraliserait par trop, à leurs yeux, l'existence de l'Europe unifiée de l'Est.

Cette dernière opposition caractérise indiscutablement toute l'entreprise. Et si le Plan Schuman a été voté, c'est bien parce que les préoccupations de diplomatie internationale ont forcé à se prononcer : les partisans de l'Amérique, de la guerre américaine, du bloc guerrier européen ont voté pour le Pool ; les partisans du bloc Est, de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. ont voté contre ; les représentants du grand patronat, décidés à « intervenir » plus tard, se sont abstenus.

Que va-t-il donc se passer ? L'impuissance des politiciens français est telle que, pris dans l'engrenage extérieur et intérieur, ils ne pourront que voir et laisser faire ! Et cela, bien sûr, toujours aux dépens des travailleurs...

Inquiétudes américaines

LES problèmes européens, vus de Washington, ne portent pas à un optimisme exagéré : L'organisation du traité Nord-Atlantique (N.A.T.O.) se trouve en difficulté, les pays membres du pacte Atlantique protestent énergiquement contre les charges que le Nato veut leur imposer, les dirigeants eux-mêmes de l'Allemagne de Bonn se montrent effrayés des demandes exagérées des Américains.

Le Nato, notamment, a demandé au gouvernement français d'augmenter sa contribution au réarmement atlantique. C'est la somme de 1.190 milliards que réclame le Nato pour le réarmement français, au lieu de 950 prévus par l'Assemblée. Or, si René Mayer, en tant que « responsable » aux finances, veut bien allouer 1.070 milliards à la guerre, Bidault, ministre de la Défense, ira plus loin : il entend que 1.510 milliards soient consacrés, en 1952, au réarmement, compte tenu des subventions américaines ! On comprend, dans ces conditions, les réticences qui se font jour, stimulées par la fermeté relative dont montre Churchill et Eden..

L'Alliance Atlantique, à l'heure actuelle, se révèle donc hérissee de difficultés. Les dirigeants européens, en proie déjà à l'affolement que provoquent leurs difficultés d'ordre interne, ne savent plus où donner de la tête. Une véritable panique s'empare des « mous » Européens face aux projets des « durs » Américains. Mais il est un fait, c'est que selon toutes apparences, les Américains eux-mêmes ont cessé de croire à la réalisation de « l'Europe ». Et les Américains, de plus en plus sceptiques, essaieront-ils encore de retourner la situation ? Il est, plus que jamais, permis d'en douter !

L'IMPERIALISME FRANÇAIS PIETINE

LE débat du 13 décembre devant l'Assemblée de l'O.N.U. est significatif : s'il est vrai que le bloc des impérialistes occidentaux (Français, Anglais, Américain) a réussi à éviter l'inscription de la question marocaine à l'ordre du jour, il n'en demeure pas moins que la cohésion de l'Orient, antimperialiste par nécessité interne, s'est manifestée avec force.

Les représentants de l'Egypte, de l'Irak, du Pakistan, du Liban, de l'Arabie soudite, du Yémen, de l'Afghanistan, de l'Inde ont fait bloc. Ensemble ils ont demandé que la France impérialiste rende compte de les destructions de l'homme qu'elle commet au Maroc. Et si cette cohésion s'est faite, jour, si elle a permis un geste historique, c'est bien parce que l'effervescence qui gronde actuellement dans les masses arabes la rendait obligatoire.

Quoi que décide Paris, vis-à-vis du Maroc et même de la Tunisie, quoi que fasse Londres, à l'encontre de l'Iran ou de l'Egypte, le moment n'est plus où les crimes impérialistes peuvent passer

inaperçus et ne rencontrer que de l'inertie. La période présente voit la fin d'une ère. Les impérialistes n'ont rien gagné à essayer de passer sous silence la question du Maroc. L'effervescence, dans

(Suite page 2, col. 5)

Un nouvel Etat : la Libye

SAMEDI 15 décembre l'Assemblée de l'O.N.U. proclama l'existence d'un nouvel Etat « indépendant » la Libye.

Rappelons les grands traits de l'histoire moderne de ce territoire : arrachée à la Turquie par l'Italie en 1911, la Libye qui ne compte qu'un million d'habitants pour une superficie égale à 3 fois 1/2 celle de la France n'a pu produire quelque richesse que dans le Nord, le Sud restant désertique ; mais tout l'intérêt du pays réside dans ses ports : Tripoli, Benghazi, Tobrouk, et sa situation stratégique entre l'Afrique du Nord française et l'Egypte, avec un large accès à la Méditerranée.

Il est permis de s'inquiéter, donc,

lorsqu'on voit l'empressement des Nations Unies à mettre sur pied une Libye « indépendante ». Les révoltes de novembre 49 et de novembre 50 fixaient cette indépendance au 1^{er} janvier 52. Comment la Grande-Bretagne et la France ont-elles procédé ? Une Assemblée Nationale a fédéré les trois territoires constituant la Libye et a élu comme souverain l'émir de Cyrénáïque : Idriss el Senoussi. Reste à rédiger une Constitution...

Sans doute, les impérialismes ont jugé utile de lâcher du lest devant les exigences du monde arabe et le font-ils à bon compte en donnant « l'indépendance » à un pays où ils ne pouvaient se maintenir à l'heure officiel que provisoirement. Et ce geste leur permet-il une hypocrisie alors que la Grande-Bretagne se maintient en Egypte et que la France entend continuer à exploiter son Afrique du Nord.

Mais les peuples arabes seraient naïfs s'ils supposaient quelque sincérité dans les intentions de l'O.N.U.

et dans celles de Londres et de Paris.

N'est-ce pas au moment même où l'O.N.U. refuse d'entendre le Maroc qu'on crée, assez artificiellement,

la Libye ?

Ne verrait-on pas, d'ici peu, la

Grande-Bretagne faire de la Libye

une nouvelle Jordanie Lachémite ?

M. Kirkbride, ministre résident à Amman et Giubb-Pacha ne sont-ils pas

à Tripoli ?

(Suite page 2, col. 6)

En Asie, le heurt des blocs prend une allure de jeu dangereux entre tous. Aussi bien la Corée que le Japon et l'Indochine sont l'objet de manœuvres discrètes mais qui présentent des explosions sinistres. En Corée, personne ne se décide encore à mettre fin à la comédie sanglante. Il faut dire que la « tension » ne s'accroît pas non plus. Les uns et les autres, sur le front de Corée, attendent simplement des ordres « d'en haut », des ordres qui viendront de Washington ou de Moscou, on ne sait quand. D'ici là on continue la guerre et les négociations « A petit feu », si l'on peut dire !

Pour ce qui est du Japon, l'ère des traités inaugurée par la conférence de San-Francisco, cet été, est loin d'être révolue : Entre le Japon et les U.S.A. maints pactes sont conclus, pactes de guerre comme il se doit. Or, de Moscou, on doit suivre cela, et là encore, le risque d'un contre-coup violent n'est pas à exclure.

La guerre au Viet-Nam, par contre, s'intensifie. C'est en Indochine que se concentrent les efforts de l'impérialisme français et américain afin de conquérir au moins quelques places fortes en prévision de la conflagration future.

Ainsi, on constate que la situation en Extrême-Orient si elle n'évolue que lentement, si elle est toujours aussi incertaine, n'autorise aucun optimisme

et n'autorise pas de prévoir aucun résultat. Le sang continue à couler et l'égorgement « colossal » ne fait que se préparer.

(Suite page 2, col. 6)

CHEZ LES AUTRES

LE GRAS LEON
GAGNE LE GROS LOT

Je voudrais dire deux mots sur le lauréat du Prix Nobel de la Paix de 1951. Je suis un peu en retard mais, la semaine dernière, je ne pouvais meler de gros faisan à ma basse-cour de petits poulets.

M. Léon Jouhaux, donc, a insisté pour que la presse souligne bien que :

« C'était la première fois que le Nobel de la Paix était décerné à un militant ouvrier. »

M. le Régent de la Banque de France

après avoir trahi les ouvriers se fuit de leur gueule.

Les ouvriers sont quant même bien contents que le gros Léon ait « gagné » les dix millions : ce « militant ouvrier » ventra pour pouvoir se retirer à la campagne et céser de « millier ».

Le gros bouffi aux fesses piriformes va palper les millions, mais ce sont les travailleurs qui ont gagné le gros lot.

R.D.F.

Extrait du discours du triste Jouhaux lors du décernement du Prix Nobel de la Paix :

« L'ensemble des patries doit former un tableau pictural harmonique ou, mieux, une harmonie qui donne aux oreilles le goût de la fraternité. »

(Suite page 2, col. 6)

Le monstre est complet : le gros farceur écrivait déjà comme un pied, nous savions qu'il avait une conscience en forme de portefeuille, le voilà nanti, à présent, d'oreilles gustatives.

C'est ça qui sera pratique pour brotter la paille qu'il a dans ses sabots.

TORCHONNERIES

Eivarol, le torchon fasciste, publie « les confessions d'un tué F.T.P.F. » gros titre :

« Tragique méprise. Je tire publique m'apprend que je m'étais trompé. »

Quand les amis miliciens ou S.S. des rédacteurs de Eivarol tiraien sur tout ce qui fuya

LE DÉSÉQUILIBRE entre les salaires et les prix

« Réalistes pour être efficaces ». « Efficaces pour être réalistes ». Telle est la formule sur laquelle se concentre la Fédération Anarchiste. Son dernier Congrès, tenu à Lille, et les décisions qu'il a prises par rapport aux luttes syndicales et à l'action ouvrière, sont le reflet exact de cette formule.

Notre ardeur, notre ténacité pour l'obtention de l'échelle mobile, revendication essentielle, urgente, mais non point panacée universelle, ne sont pas le fait, ni le résultat d'une philosophie abstraite. Nous avons simplement les « pieds dans la terre » et nous laissons les « rêveurs » dans leur petite chapelle. C'est en parlant le langage du prolétariat, en vivant sa vie quotidienne, que nous comprenons le mieux, que nous ressentons davantage ses soucis, ses aspirations, ses faiblesses et sa force.

Nous donnerons donc aujourd'hui une nouvelle argumentation, en faveur de notre revendication pour l'échelle mobile.

Interrogez n'importe qui, lisez la presse, n'importe laquelle — et vous avez le choix de la presse de droite à la presse de « gauche » — tous sont d'accord pour constater le déséquilibre entre les salaires et les prix. Mais que font-ils ? Cela est une autre histoire. Et point n'est besoin de nous étendre sur leur « action ». Vous pouvez vous-mêmes constater, apprécier et surtout juger les résultats. Un petit tour sur le marché, quelques visites à des commerçants et vous rentrez chez vous convaincu !

La différenciation entre les salaires et les prix, s'accentue !

Nous ne suivrons pas, pour notre argumentation, M. Sédillot, rédacteur à « La Vie Française ». Nous ne sommes pas jongleurs avec les statistiques et cette fameuse défense du franc ne nous tracasse guère. Nous n'avons ni propriété, ni commerce, ni industrie, ni actions, ni obligations à sauvegarder. Nous n'aspirenons nullement à vivre du travail des autres.

M. Sédillot nous offre, dans le journal précité, un mur de lamentations. Son article intitulé : « Contre toutes les échelles mobiles » est agrémenté d'un dessin statistique et la légende ne souffre pas d'une fausse interprétation. Reconnaissons-lui cette honnêteté et ce sens de classe aigu. Voici la légende : « Si l'échelle mobile avait joué par rapport au prix de la laine, indice 600, le quintal de blé vaudrait 15.050 francs au lieu de 3.600 francs. Le mineur gagnerait 3.580 francs au lieu de 1.475 francs. MAIS, IL N'Y AURAIT PLUS DE FRANC ! »

Nous voilà fixés par la lecture de l'article de M. Sédillot. Le patronat est contre l'échelle mobile des salaires et contre l'échelle mobile des prix. Mais pour cette dernière avec des nuances. Pourquoi avoir choisi pour votre statistique l'indice du cours de la laine ? Cette matière première est à l'indice le plus haut qu'il soit, dépassant de 140 points l'indice des impôts. Il eut été préférable de se baser sur l'indice moyen. Nous allons réparer cette erreur.

Tenant compte des indices des prix de détail fournis par l'I.N.S.E.E., voici leur évolution depuis 1945. Nous prenons comme base l'indice 100 pour 1938, celui-ci se trouve à 307 en 1945, 491 en 1946, 865 en 1947, 1.354 en 1948, 1.928 en 1949, 1.920 en 1950, 2.075 au début de 1951 et se situe à 2.427 fin novembre.

Voyons maintenant la partie salaire. Le salaire horaire d'un manœuvre était de 7 fr. 50 de l'heure en 1938, celui d'un ouvrier qualifié de 10 francs. Ces deux salaires horaires sont respectivement au taux de 100 francs et 150 francs, ce qui fait, en prenant pour base l'indice 100 en 1938, les indices respectifs de 1.333 et 1.500.

Il nous est facile maintenant d'établir ce que devraient être les salaires pour être au pair avec les prix. LE SALAIRE DE 7 Fr. 50 EN 1938 DEVRAIT ETRE A 182 Fr. CELUI DE 10 FRANCS A 242 FRANCS.

Nous pensons avoir été plus clair, d'abord en nous basant sur le salaire moyen et sur les prix à la consommation. Nous pensons qu'il n'est pas raisonnable — cela n'est peut-être que calcul — de faire jouer les statistiques entre un salaire, une céréale et une matière première. Le travailleur avec son salaire n'achète pas un quintal de blé mais du pain, n'achète pas la laine brute d'Australie mais de la laine filée ou des vêtements. Ce qui l'intéresse, ce n'est pas spécifiquement le prix « au départ » mais « à l'arrivée », c'est-à-dire celui à la consommation ou à l'usage personnel.

Nous sommes désormais plus forts pour appuyer l'échelle mobile des salaires. Nous pensons que cela est une question vitale pour la classe ouvrière et notre devoir est de l'inciter à l'obtenir le plus rapidement possible.

Messieurs les capitalistes, nous faisons fi de vos Jérémiaades. Vos revenus commerciaux, industriels et bancaires sont en excellente santé. Les nôtres s'améliorent journalement; contre cela, nous exigeons la parité des salaires et des prix.

La classe ouvrière a son mot à dire. Avec elle, nous saurons lutter, conquérir et vaincre.

Robert JOULIN.

Quelques heures avec...

...les "Perreyeux" de Trélazé

TOJOUJES présents sont nos militants des ardoisières de Trélazé, toujours vivante notre influence.

Et dans ce pays de tradition révolutionnaire et libertaire, des jeunes viennent aujourd'hui appuyer leurs ainés, relayer ceux qui disparaissent. Car nous avons vu des jeunes, pleins d'ardeur et de volonté, aux cotés des vétérans. Des jeunes qui ont suivi les campagnes des groupes F.A. de Trélazé et d'Angers notamment contre l'Eglise réactionnaire des jeunes qui, à leur plan syndical, sont à la pointe du combat contre le patronat et qui montrent un tel désir de connaître qu'on ne peut s'empêcher de croire à une renaissance possible de ces Universités Populaires qui furent autrefois le pilier du syndicalisme de Peltouffet. Un Cercle d'Etudiants Syndicalistes commence à fonctionner à Angers, suivi par de jeunes militants et sympathisants. D'ailleurs, l'action syndicale reste, dans le Maine-et-Loire, inspirée du meilleur esprit libertaire et on sait que l'Union Départementale F.O., minoritaire et antijouhaïsiste, représente la majorité des travailleurs de la région, en particulier sur ces chantiers ardoisières que j'ai pu visiter.

Et ceux qui militent, ceux qui cherchent, je les ai vus au travail, fendant et taillant le schiste, fourissant par jour à un patronat de combat et de rapine plusieurs centaines d'ardoisières (plus de 1.500 souvent), ardoisières sur lesquelles le patron vend donc 15 fr. à l'ouvrière, lorsqu'il en vend pour 100 fr., alors que les frais d'exploitation sont minimes. Les salaires ? Traditionnellement, pour les « perreyeux » qui travaillent dans de petits chantiers individuels, la rétribution est à la tâche, mais aucun compte n'est tenu des différences de qualité des blocs qui sont fournis aux travailleurs et dès les froids, alors qu'au contact de la pierre et de la poussière humides les mains gerceront et qu'il faut

poursuivre la tâche, l'extrémité des doigts ensanglantée, ou encore lorsqu'on ne peut plus cliver la pierre trop froide, le rendement baisse, le salaire aussi. Et cependant, dans les meilleures conditions, celui qui dépasse les 25.000 francs mensuels est un rude travailleur...

Mais cela ne suffit pas aux patrons, aux directeurs, aux hauts techniciens bordés de diplômes et d'indifférence pour la peine des hommes.

En contrepartie des conditions pénibles et « à la tâche » de leur travail, les perreyeux avaient jusqu'ici bénéficié de quelques « libertés » : souplesse de l'horaire, pas de contrôle policier à l'entrée et à la sortie des chantiers. Cela gênait le patronat. Absolument sans raison technique ni de rendement, prétendument pour empêcher des vols, bien impossibles cependant avec la vigilance d'un gardien réduit à l'état servile, le patronat entend entourer d'un mur l'entrée des chantiers avec porte obligeante, jalousie, etc...

Il faut voir l'indignation des travailleurs. Déjà, à une autre époque, sur un autre chantier, les portes avaient sauté, les jetons s'étaient envolés, et à plusieurs reprises. Les patrons d'aujourd'hui feraien bien à y prendre garde. D'ailleurs, une délégation syndicale les a déjà prévenus ! Et quand on connaît le vieux fonds libertaire des ardoisières, on sait qu'il ne s'agit pas de vaines menaces. Les travailleurs de Trélazé savent défendre leur dignité contre les entreprises de ceux qui rôvent d'installer un jour un mirador et des barbelés...

La situation des travailleurs des ateliers spécialisés où l'on a instauré le travail à la chaîne n'est pas plus enviable. Au contraire, car c'est dans ce bruit infernal des scies-carbo et des chariots qu'il faut produire. Et le patronat, cette pression condamnant bon nombre de travailleurs à la schizophrénie qui ruine la santé, quelques années (en 10 ans parfois) et qui ne fut reconnu que bien tard comme maladie professionnelle. Inutile d'insister sur le sort de ceux qui au fond, à 300 ou 500 mètres, respirent à pleins poumons cette poussière que les procédés modernes d'extraction (dont l'explosion) rendent presque inopérants.

Il faut signaler que le travail à la chaîne et les procédés actuels d'extraction n'ont, dans cette industrie, aucune utilité technique : aucun gain de temps, bloos inutilisables par tonnes, rates nombrées. Cependant, le patronat tend à les généraliser. C'est qu'en dehors des intérêts directement économiques, le patronat visé à la domination — et le pouvoir est un but, autant que la richesse, la critique anarchiste l'a souligné depuis longtemps —, le patronat veut un prolétariat caporalisé, exploité selon une certaine cadence, ligoté par des règles inutiles de telle sorte qu'il perd ses réflexes d'homme libre et soit

pour moi, camarades fermiers et métayers, il ne s'agissait pas d'un acte de solidarité, mais plutôt d'un cas d'égoïsme, parce que, quand on réclame la solidarité des camarades, il faut aussi faire preuve de solidarité, et pas seulement une fois en passant, mais dans tout le

GRÈVE MÉTRO-BUS A PARIS ?

Les syndicats Métro-Bus, toujours dans le but d'arracher la parité avec les employés communaux, s'organisent activement en vue d'une action de grève. Malgré l'opposition de la C.F.T.C., l'éventualité du mouvement de durée limitée à l'occasion des fêtes se précise.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

UN TOIT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR

TOUT le monde est d'accord là-dessus, le pays a besoin de 300.000 logements neufs annuels (et cela pendant trente ans), de reconstruire toutes les maisons détruites par la guerre, d'entretenir les bâtiments actuellement délabrés.

Pour satisfaire à ces exigences trois problèmes sont à résoudre. Celui des crédits. Celui de la main-d'œuvre. Celui des matériaux.

LA QUESTION DES CRÉDITS

Les calculs ont été faits. Pour construire, reconstruire et entretenir il faut plus de mille milliards par an !

Pour construire 300.000 logements de type moyen (3 à 4 pièces), soit 80 mètres carrés de surface « hors tout » c'est-à-dire murs compris, par différenciation avec la « surface habitable » dont le coût s'élèverait pour 1952, sans hausses nouvelles, à 25.000 francs le mètre carré, 600 milliards sont indispensables.

Pour reconstruire les maisons détruites selon le programme prévu il faut s'échelonner sur six ans, 283 milliards sont demandés.

Pour entretenir les 12.500.000 logements de construction neuve actuellement existants, on compte que 125 milliards sont un minimum. Au total 1.008 milliards.

On conçoit que dans ces conditions, si l'Etat peut disposer des crédits suffisants à la mise en œuvre d'un tel programme.

Que fait l'Etat ?

En 1950, selon les statistiques officielles, 68.050 logements ont été construits, dont 30.000 au titre de la reconstruction. En 1951, ce chiffre est à peine dépassé. Mais en 1950 et en 1951, un milliard par jour a été dépensé pour la guerre d'Indochine.

A Paris seulement, 35.000 familles de trois, quatre personnes et plus, vivent dans une seule pièce (chambre d'hôtel ou chambre de bonne sous-louée). Les taudis, les îlots insalubres foisonnent. Mais le chômage partiel persiste dans le bâtiment !

LA QUESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le chômage existe et pourtant... Et pourtant, d'après un rapport de

M. Spinetta, directeur de la Construction au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, il manquerait 200.000 ouvriers, dont 130.000 au moins relevant directement des professions du bâtiment pour bâti à la cadence de 20.000 logements par mois ! 200.000 travailleurs qui devraient s'ajouter aux 680.000 professionnels (maçons, charpentiers en bois et en fer, menuisiers, couvreurs, plombiers, serruriers, peintres, vitriers, etc.) que l'on dénombre actuellement.

Et ce qui signifie que, pour le bâtiment, une telle politique de construction impliquerait une production supplémentaire par rapport à la production de 1950.

Ce qui signifie donc la nécessité d'une main-d'œuvre accrue pour les matériaux en cause, c'est-à-dire, là encore, une solution apportée au chômage. Car le vieil adage : « Quand le bâtiment va, tout va », est loin d'être périlleux !

Or le bâtiment ne va pas et tout va mal.

L'Etat, dans la construction comme dans tous les domaines, témoigne de son incomptance.

Le rôle de l'Etat est moins de construire que de détruire. C'est pourquoi, en 1952, les mille milliards indispensables à la reconstruction et à l'urbanisme iront au budget de guerre. C'est pourquoi les officiers de carrière remplaceront les architectes. C'est pourquoi les jeunes maçons, les jeunes batisseurs feront deux ans de service militaire comme tous les jeunes ouvriers.

Nous ferons campagne contre un tel crime... Serge NINN.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Dans l'Ouest... et partout

LA lecture de la presse à la dévotion de 1903 ? Mais vous, catholiques, n'êtes-vous pas les continuateurs, dans l'esprit et dans les faits, des sorciers privilégiés ? N'êtes-vous point les marchands du temple avec vos ventes de sacrements, d'indulgences, d'eau de Lourdes, de cierges ? Vous êtes, là encore, les continuateurs des prêtres d'Isis dont vos prêtres portent même l'habit, les continuateurs de tous les prêtres, exploitants continuels, éhontés et sordides de tous : les pauvres d'esprit » auxquels, par ailleurs, vous promettez (ça coûte si peu) la félicité éternelle.

La lecture de la « Libre Dépêche du Maine », n° 365, est particulièrement édifiante. Cet « honorable » journal sort, à propos de la pétition organisée par le S.I.A., un article intitulé « Elle n'est pas chic » qui vaut sans doute bénité, article signé par un courageux anonyme qui apostole « Un pays ».

Un dialogue entre une institutrice portant la pétition au domicile d'un « laïque », en présence d'un, crapaud de l'âge, exprimant la pensée de tous, me disait : « Vois-tu, quand nous serons les maîtres, nous les travailleurs, nous réaliserons sans doute une rationalisation, nous ne briserons pas ces machines et ces ateliers. Et nous savons déjà comment il faudra s'en servir, ce qu'il faudra supprimer ou ajouter, pour qu'il y ait un véritable progrès, technologique et humain. Mais aujourdhui machines et travail à la chaîne ne sont pour les patrons qu'un moyen de nous opprimer et même sans résultat économique pour eux. »

Et voilà !

Que penser de ces sots ensouillés qui osent parler d'idées démodées, mais qui s'inclinent devant les usages du siècle Pacelli, pape de son état, lequel, par ailleurs, cherche à accréder des monstruosités aussi ridicules que les « visions de Fatima » ? Démodée la pétition, paroisse ! Ah ! non, messieurs les cagots, pour le « chic », vous repasserez, vous n'êtes vraiment pas plus qualifiés pour nous donner des leçons d'élegance que le Pape pour nous parler d'accouchements !

Paul MAGUET.

Correspondants ! n'oubliez pas l'appel du « LIB »

A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

la seule fonction, leur seule préoccupation, la seule chose pour laquelle on les paye, c'est de chercher à abaisser le prix de revient. Or l'abaissement du prix de revient (si on en excepte les éléments purement financiers, tels qu'impôts, intérêts des sommes empruntées, etc...) permet de produire un même objectif obtenu à moindre coût.

« Dès qu'il y a des patrons, le souci constant du patron a été d'obtenir le maximum de produits avec le minimum d'ouvriers, c'est-à-dire très exactement, accroître la productivité de l'ouvrier qui produira ainsi davantage dans un même temps, donc pour un même salaire (ou tout au moins, dans le cas du travail à la tâche, pour un salaire ne croissant pas proportionnellement à l'augmentation de la production) c'est-à-dire, dans les deux cas, par une augmentation de la productivité. « Abaissement du prix de revient » et « accroissement de la productivité » sont, du point de vue technique, deux expressions absolument synonymes.

Mais, évidemment, il eut été difficile de faire croire que les industries ne étaient jamais préoccupées par l'abaissement du prix de revient jusqu'à ce qu'ici, dans ce secteur, soit obtenu ce qu'il ne peut s'obtenir que par l'écrasement de la hiérarchie et nous continuera dans cette voie et ceci d'autant plus que depuis 1938 le respect des salaires de la hiérarchie et des bénéfices commerciaux et industriels a eu pour corollaire une baisse du niveau de vie de la classe ouvrière dans son ensemble. — (N.D.L.R.).

REARMEMENT PRODUCTIVITE ET NIVEAU DE VIE

Voici les sommes affectées au réarmement depuis 1949 :

1949	475 milliards de francs
1950	555 —
1951	850 —
1952 (prév.)	1.510